

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 25/158



Les services du FMI aboutissent à un accord avec le Tchad concernant un programme de quatre ans au titre de la facilité élargie de crédit (FEC)

le 22 mai 2025

Listen with [Speechify](#)

0:00

4:55



Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite dans un pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au conseil d'administration pour examen et décision.

- Ce programme fournirait un point d'ancrage des politiques de développement économiques, financières, et sociales dans un environnement international difficile et incertain, sur la base des priorités que le gouvernement tchadien compte développer dans son Plan National de Développement, Tchad Connexion 2030.
- Cet accord est subordonné à l'approbation du conseil d'administration du FMI et à l'obtention des assurances de financement nécessaires.
- Le programme aura pour objectif de créer les conditions budgétaires nécessaires pour le financement du nouveau Plan National de Développement, de promouvoir la gouvernance,

une croissance inclusive et favorable à une réduction durable de la pauvreté, tout en remédiant aux facteurs de fragilité budgétaire du Tchad.

Washington, DC: En réponse à une demande des autorités tchadiennes, une mission du Fonds Monétaire International (FMI), dirigée par Julien Reynaud, s'est rendue à N'Djamena du 5 au 16 mai pour mener des discussions à propos du soutien du FMI au programme de réformes économiques des autorités.

À l'issue de ces discussions, M. Reynaud a fait la déclaration ci-après :

« Les services du FMI ont achevé des entretiens avec les autorités à propos d'un nouveau programme qui pourrait être appuyé par les ressources du FMI, à hauteur d'environ 630 millions de US dollars sur quatre ans, au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).

« Le Tchad est aujourd'hui à un tournant de son histoire. Après une transition politique achevée en février 2025, les autorités tchadiennes souhaitent mettre en œuvre un plan ambitieux de réformes et de projets dans le cadre de leur Plan National de Développement (PND), Tchad Connexion 2030. Le PND devrait se concentrer sur quatre domaines clés : (i) le développement des infrastructures, (ii) la politique sociale et les services publics essentiels, (iii) le développement économique et industriel, et (iv) l'amélioration du climat des affaires.

« Le PND sera mis en œuvre dans un contexte mondial difficile. Les conflits et l'instabilité dans la région, ainsi que la diminution des prix du pétrole et des financements de l'aide publique au développement pèseront davantage sur les ressources budgétaires du pays. L'économie tchadienne devrait avoir connu une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de 3,5 pour cent en 2024, contre 5 pour cent en 2023. La croissance devrait s'établir à 3,3 pour cent en 2025, avant de croître progressivement à moyen terme. Les perspectives dépendent de la mise en œuvre des réformes soutenues par le programme FEC proposé et de la fréquence et de l'ampleur des chocs externes et climatiques.

« Afin d'assurer la soutenabilité des finances publiques et créer un espace budgétaire pour financer les priorités du PND, le programme vise à réduire le déficit budgétaire en augmentant les recettes non-pétrolières et en contenant les dépenses dans les secteurs non-prioritaires. Cela passera par de nouvelles mesures ciblées de fiscalité indirecte, de gestion des finances publiques, de gestion des arriérés et de digitalisation de l'administration fiscale et douanière. Le contrôle des effectifs de la fonction publique et l'encadrement des dépenses avant ordonnancement contribuera à maîtriser les dépenses. L'objectif est de ramener le déficit à 1,5 pour cent du PIB en moyenne sur l'horizon du programme.

« Une politique budgétaire prudente et viable créera l'espace budgétaire pour les dépenses sociales et d'investissement essentielles, qui sont indispensables pour réaliser une croissance résiliente et inclusive, et pour améliorer les résultats en matière de développement. Il sera important d'augmenter le financement direct et la couverture des programmes de transferts monétaires et d'alimentation scolaire. Afin que les dépenses sociales et de développement soient orientées vers ceux qui en ont le plus besoin, les programmes du Registre Social Unifié (RSU) et d'identification nationale seront étendus.

« Les autorités tchadiennes ont réaffirmé leur détermination à mettre en œuvre des réformes

structurelles pour améliorer le climat des affaires, la transparence budgétaire, la résilience climatique, la décentralisation, et la lutte contre la corruption et la pauvreté. Dans le secteur pétrolier, un rapport d'audit sur les recettes de l'État constituera une étape importante vers une plus grande transparence. Le programme du FMI appuiera le gouvernement notamment en fournissant un diagnostic sur la gouvernance économique et financière et l'état de droit ([lien \(https://www.imf.org/en/Topics/governance-and-anti-corruption\)\)](https://www.imf.org/en/Topics/governance-and-anti-corruption)).

« Les autorités tchadiennes sont déterminées à faire face aux besoins de restructuration des banques publiques, ce qui préparera à terme à un désengagement de la participation de l'Etat dans le secteur.

« Le Tchad devrait également continuer à coopérer étroitement avec ses partenaires régionaux pour garantir la stabilité financière dans le cadre de la CEMAC. Il est essentiel que le Tchad mette en œuvre les mesures nécessaires pour corriger les déséquilibres macroéconomiques et consolider la stabilité extérieure, notamment en veillant à ce que les avoirs extérieurs nets restent suffisants. Les services du FMI et les autorités s'attendent à ce que le soutien financier du FMI ouvre la voie à un soutien financier additionnel de la part des partenaires de développement.

« La mission du FMI remercie les autorités tchadiennes pour leur accueil chaleureux, leur excellente collaboration et les échanges constructifs. La mission a rencontré M. Tahir Hamid Nguilin, Ministre d'Etat, Ministre des Finances, du Budget, de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale ; M. Idriss Ahmed Idriss, Directeur national de la BEAC ; Mme Ndolenodji Alix Naimbaye, Ministre du Pétrole, des Mines et de la Géologie ; Mme Fatima Haram Acyl, Ministre Déléguée auprès du Ministre des Finances, en charge de l'Economie du Plan et de la Coopération internationale ; M. Ali Djadda Kampard, Secrétaire d'État aux Finances et au Budget ; Mme Zara Ibrahim Mahamat Itno, Présidente de la Cour des Comptes ; ainsi que des hauts fonctionnaires des ministères en charge des finances, du pétrole, de la justice, de l'agriculture, de l'action sociale, de la solidarité nationale et des affaires humanitaires, de l'INSEED, de l'Inspection Générale des Finances (IGF), de la SHT, de l'Autorité Indépendante de Lutte contre la Corruption (AILC), et de la Cour des Comptes. La mission a aussi échangé avec des représentants des secteurs productifs, financiers, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. »

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

ATTACHÉ DE PRESSE: TATIANA MOSSOT

TÉLÉPHONE: +1 202 623-7100 (TEL: +1 202 623-7100) | **COURRIEL:** MEDIA@IMF.ORG